

HOTELIM SA

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée Générale,
HOTELIM SA
9-11-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

Les titres de participation et les créances rattachées aux participations détenus par votre société sont évalués selon les méthodes présentées au paragraphe « Immobilisations financières » page 7 de l'annexe.

A ce titre, sur la base des informations disponibles à ce jour, nous avons vérifié le caractère approprié et la correcte application des approches retenues par votre société ainsi que la cohérence et la pertinence des données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux actionnaires

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration consacrée au gouvernement d'entreprise des informations requises par l'article L.225-37-4 du code de commerce.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 2 juin 2023

Le commissaire aux comptes
PKF Arsilon Audit France



Laurent DELCOURT

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé (0)					
Actif immobilisé					
Frais d'établissement					
Recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires	6 861	6 861			
Fonds commercial	262 179		262 179	262 179	
Autres immobilisations incorporelles					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions	13 058	13 058		1 192	- 1 192
Installations techniques, matériel et outillage industriels	2 286	1 802	484		484
Autres immobilisations corporelles	206 291	201 689	4 603	22 682	- 18 079
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes					
Participations évaluées selon mise en équivalence					
Autres participations	14 135 146	1 573 064	12 562 082	12 562 082	
Créances rattachées à des participations	6 395 998	1 779 463	4 616 535	5 527 894	- 911 359
Autres titres immobilisés					
Prêts					
Autres immobilisations financières	32 547		32 547	31 500	1 047
TOTAL (I)	21 054 366	3 575 936	17 478 431	18 407 530	- 929 099
Actif circulant					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens					
En-cours de production de services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Clients et comptes rattachés	514 859		514 859	226 079	288 780
Autres créances					
· Fournisseurs débiteurs					
· Personnel					
· Organismes sociaux	293		293	288	5
· Etat, impôts sur les bénéfices	277 573		277 573	277 572	1
· Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	34 637		34 637	64 078	- 29 441
· Autres	8 179 553		8 179 553	6 093 700	2 085 853
Capital souscrit et appelé, non versé					
Valeurs mobilières de placement	2 000 000		2 000 000	1 000 000	1 000 000
Disponibilités	3 717 112		3 717 112	6 050 621	-2 333 509
Instruments financiers à terme et jetons détenus					
Charges constatées d'avance	3 208		3 208	3 404	- 196
TOTAL (II)	14 727 234		14 727 234	13 715 743	1 011 491
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des obligations (IV)					
Ecart de conversion et différences d'évaluation actif (V)					
TOTAL ACTIF (0 à V)	35 781 601	3 575 936	32 205 665	32 123 272	82 393

Bilan (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation
Capitaux Propres			
Capital social ou individuel (dont versé : 7 764 104)	7 764 104	7 764 104	
Primes d'émission, de fusion, d'apport ...	10 266 806	10 266 806	
Ecart de réévaluation			
Réserve légale	679 636	679 636	
Réserves statutaires ou contractuelles			
Réserves réglementées			
Autres réserves			
Report à nouveau	1 168 232	1 547 669	- 379 437
Résultat de l'exercice	-50 453	-379 437	328 984
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
Résultat de l'exercice précédent à affecter			
TOTAL (I)	19 828 325	19 878 778	- 50 453
Produits des émissions de titres participatifs			
Avances conditionnées			
TOTAL (II)			
Provisions pour risques et charges			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges	73 561	103 596	- 30 035
TOTAL (III)	73 561	103 596	- 30 035
Emprunts et dettes			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres Emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
. Emprunts	11 392 330	11 735 588	- 343 258
. Découverts, concours bancaires	662	566	96
Emprunts et dettes financières diverses			
. Divers	8 314	9 171	- 857
. Associés	37 788	37 939	- 151
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	146 068	255 214	- 109 146
Dettes fiscales et sociales			
. Personnel	6 336	5 010	1 326
. Organismes sociaux	64 401	43 034	21 367
. Etat, impôts sur les bénéfices	551 358	6 615	544 743
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	85 560	37 680	47 880
. Etat, obligations cautionnées			
. Autres impôts, taxes et assimilés	10 685	9 551	1 134
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	278	531	- 253
Instruments financiers à terme			
Produits constatés d'avance			
TOTAL (IV)	12 303 779	12 140 899	162 880
Ecart de conversion et différences d'évaluation passif(V)			
TOTAL PASSIF (I à V)	32 205 665	32 123 272	82 393

Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation absolue	%
	France	Exportations	Total	Total		
Ventes de marchandises						
Production vendue biens						
Production vendue services	1 212 062		1 212 062	554 238	657 824	118,69
Chiffres d'affaires Nets	1 212 062		1 212 062	554 238	657 824	118,69
Production stockée						
Production immobilisée			3 217	3 217		0,00
Subventions d'exploitation			425		425	N/S
Reprises sur amort. et prov., transfert de charges			30 035		30 035	N/S
Autres produits			369	11	358	N/S
Total des produits d'exploitation (I)			1 246 108	557 466	688 642	123,53
Achats de marchandises (y compris droits de douane)						
Variation de stock (marchandises)						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stock (matières premières et autres approv.)						
Autres achats et charges externes			886 803	840 677	46 126	5,49
Impôts, taxes et versements assimilés			31 954	34 882	- 2 928	-8,39
Salaires et traitements			352 964	326 477	26 487	8,11
Charges sociales			178 485	134 396	44 089	32,81
Dotations aux amortissements sur immobilisations			19 349	22 495	- 3 146	-13,99
Dotations aux provisions sur immobilisations						
Dotations aux provisions sur actif circulant						
Dotations aux provisions pour risques et charges				4 610	- 4 610	-100
Autres charges			1 576	1 625	- 49	-3,02
Total des charges d'exploitation (II)			1 471 131	1 365 163	105 968	7,76
RESULTAT EXPLOITATION (I-II)			-225 024	-807 696	582 672	72,14
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)						
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)						
Produits financiers de participations			1 064		1 064	N/S
Produits des autres valeurs mobilières et créances			97 288	107 485	- 10 197	-9,49
Autres intérêts et produits assimilés			109 675	72 517	37 158	51,24
Reprises sur provisions et transferts de charges						
Différences positives de change						
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement						
Total des produits financiers (V)			208 028	180 002	28 026	15,57
Dotations financières aux amortissements et provisions			15 000	210 000	- 195 000	-92,86
Intérêts et charges assimilées			90 273	80 826	9 447	11,69
Différences négatives de change						
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement						
Total des charges financières (VI)			105 273	290 826	- 185 553	-63,80
RESULTAT FINANCIER (V-VI)			102 755	-110 824	213 579	192,72
RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (I-II+III-IV+V-VI)			-122 269	-918 521	796 252	86,69

Compte de résultat (suite)

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2022 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2021 (12 mois)	Variation absolue	%
Produits exceptionnels sur opérations de gestion				
Produits exceptionnels sur opérations en capital		3 399	- 3 399	-100
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (VII)		3 399	- 3 399	-100
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion				
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		54	- 54	-100
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		10 134	- 10 134	-100
Total des charges exceptionnelles (VIII)		10 188	- 10 188	-100
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII-VIII)		-6 789	6 789	-100
Participation des salariés (IX)				
Impôts sur les bénéfices (X)	-71 816	-545 872	474 056	86,84
Total des Produits (I+III+V+VII)	1 454 135	740 867	713 268	96,27
Total des charges (II+IV+VI+VII+IX+X)	1 504 588	1 120 305	384 283	34,30
RESULTAT NET	-50 453	-379 437	328 984	86,70
Dont Crédit-bail mobilier				
Dont Crédit-bail immobilier				

Annexes Légales 2023

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2022 dont le total est de 32 205 664,87 € et au compte de résultat de l'exercice dégageant un résultat de -50 452,78 €, présenté sous forme de liste.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2022 au 31/12/2022.

Les notes et tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

L'exercice précédent avait une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2021 au 31/12/2021.

SOMMAIRE

REGLES ET METHODES COMPTABLES

- Règles et méthodes comptables
- Changements de méthode
- Informations complémentaires pour donner une image fidèle

COMPLEMENTS D'INFORMATIONS RELATIFS AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

- Etat des immobilisations
- Etat des amortissements
- Etat des provisions
- Etat des échéances des créances et des dettes

Informations et commentaires sur :

- Eléments relevant de plusieurs postes du bilan
- Produits et avoirs à recevoir
- Charges à payer et avoirs à établir
- Charges et produits constatés d'avance
- Charges à répartir sur plusieurs exercices
- Composition du capital social
- Ventilation du chiffre d'affaires net
- Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

ENGAGEMENTS FINANCIERS ET AUTRES INFORMATIONS

- Engagements financiers
- Rémunérations des dirigeants
- Honoraires des Commissaires Aux Comptes
- Effectif moyen
- Résultat des 5 derniers exercices
- Liste des filiales et participations

Règles et méthodes comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes:

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

a. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires).

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire :

- Logiciel comptable : 1 an
- Droit d'entrée franchise : 10 ans

b. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations sont inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue, à savoir :

- Agencements & Constructions : 10 à 40 ans
- Mat. & outillages industriels : 3 à 7 ans
- Installations générales : 5 ans
- Matériel de bureaux & informatique : 5 ans

IMMOBILISATIONS FINANCIERES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Chaque année, des tests d'évaluation portant sur chacune des participations du Groupe sont réalisés en appliquant les méthodes traditionnelles de valorisation (méthode hôtelière et méthode des barèmes) et aux fins de constater d'éventuelles provisions comptabiliser.

STOCKS

Les stocks sont évalués suivant la méthode "premier entré, premier sorti".

La valeur brute des marchandises et des approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Les produits fabriqués sont valorisés au coût de production comprenant les consommations et les charges directes et indirectes de production, les amortissements des biens concourant à la production.

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks ont, le cas échéant, été dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

CREANCES ET DETTES

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

OPERATIONS EN DEVISES

Les charges et les produits en devises sont enregistrés pour leur contre-valeur à la date de l'opération.

Les dettes, créances et disponibilités en devises figurent au bilan pour leur contre-valeur au cours de fin d'exercice.

La différence résultant de l'actualisation des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en "écart de conversion". Les pertes latentes de change non compensées font l'objet d'une provision en totalité.

FONDS COMMERCIAL

Le fonds commercial n'est pas amorti mais fait l'objet d'un test de dépréciation au minimum une fois par an, et dès qu'il existe un indice de perte de valeur. Ce test conduit à constater une dépréciation lorsque la valeur d'usage du fonds commercial est inférieure à sa valeur nette comptable.

Changements de méthode

Les méthodes d'évaluation et de présentation des comptes annuels retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

Etablissement des états financiers en conformité avec :

- Le règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2014-03 du 05 juin 2014, modifié par le règlement ANC N°2022-06 du 04 novembre 2022

- les articles L123-12 à L123-28 du Code du Commerce 2017 et mis à jour des différents règlements complémentaires à la date d'établissement des comptes annuels.

Intégration Fiscale

La SA HOTELIM et certaines de ses filiales constituent un groupe qui relève du régime de l'intégration fiscale. Les conventions d'intégration fiscale conclues entre la SA HOTELIM et ses filiales prévoient que chaque membre du groupe fiscal constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisé par le groupe en cas de déficit. La société HOTELIM est la société mère qui établit les comptes consolidés du groupe HOTELIM

Indemnités de Fin de Carrière

La méthode préférentielle consistant en la comptabilisation des I.F.C. a été appliquée.

A la fin 2021, le passif social s'élevait à 103 596 €
La reprise enregistrée dans les comptes s'élève à 30 035 €
Le passif social au 31/12/2022 est égal à 73 561 €

Les calculs ont été réalisés avec les paramètres suivants :

Méthode de calcul la méthode des unités de crédits projetées (ou méthode du prorata des droits au terme).
Convention collective H.C.R.
Départ à l'initiative des salariés 100%
Taux d'actualisation 3,77% contre 0,98% en 2021
Taux de progression annuelle des salaires 1 % pour les Cadres
Taux de rotation du personnel Faible pour les Cadres
Age de départ retenu 60-67 ans
Taux de charges sociales 34%
Table de mortalité INSEE 2021

Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler.

Crise sanitaire COVID-19

Les effets de la crise sanitaire sont considérés comme non significatifs sur l'exercice 2022 qui a vu le groupe retrouver un niveau d'activité pré-crise.

Etat des immobilisations

	Valeur brute des immobilisations au début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation en cours d'exercice	Acquisitions, créations, virements pst à pst
Frais d'établissement, recherche et développement			
Autres immobilisations incorporelles	269 040		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Installations générales, agencements, constructions	13 058		
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245		562
Autres installations, agencements, aménagements	117 863		
Matériel de transport	2 982		
Matériel de bureau, informatique, mobilier	85 447		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	221 594		562
Participations évaluées par équivalence			
Autres participations	21 427 503		1 721 734
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	31 500		1 047
TOTAL	21 459 003		1 722 781
TOTAL GENERAL	21 949 637		1 723 342

	Diminutions		Valeur brute immob. à fin exercice	Réev. Lég. Val. Origine à fin exercice
	Par virement de pst à pst	Par cession ou mise HS		
Frais d'établissement, recherche et développement				
Autres immobilisations incorporelles			269 040	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements, constructions			13 058	
Installations techniques, matériel et outillages industriels		520	2 286	
Autres installations, agencements, aménagements			117 863	
Matériel de transport			2 982	
Matériel de bureau, informatique, mobilier			85 447	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL		520	221 635	
Participations évaluées par équivalence				
Autres participations		2 618 092	20 531 144	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			32 547	
TOTAL		2 618 092	20 563 691	
TOTAL GENERAL		2 618 613	21 054 366	

Etat des amortissements

	Situations et mouvements de l'exercice			
	Début exercice	Dotations exercice	Eléments sortis reprises	Fin exercice
Frais d'établissement, recherche				
Autres immobilisations incorporelles	6 861			6 861
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements constructions	11 866	1 192		13 058
Installations techniques, matériel et outillages industriels	2 245	77	520	1 802
Installations générales, agencements divers	105 615	10 086		115 701
Matériel de transport	2 982			2 982
Matériel de bureau, informatique, mobilier	75 012	7 994		83 006
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	197 720	19 349	520	216 549
TOTAL GENERAL	204 580	19 349	520	223 409

	Ventilation des dotations aux amortissements de l'exercice			Mouvements affectant la provision pour amort. dérog.	
	Linéaire	Dégressif	Exception.	Dotations	Reprises
Frais d'établissement, recherche					
Autres immobilisations incorporelles					
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Constructions sur sol d'autrui					
Installations générales, agencements constructions	1 192				
Installations techniques, matériel et outillage industriels	77				
Installations générales, agencements divers	10 086				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	7 994				
Emballages récupérables et divers					
TOTAL	19 349				
TOTAL GENERAL	19 349				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net début	Augmentation	Dotations aux amort.	Montant net à la fin
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement obligations				

Etat des provisions

PROVISIONS	Début exercice	Augmentations dotations	Diminutions Reprises	Fin exercice
Pour reconstitution gisements Pour investissement Pour hausse des prix Amortissements dérogatoires Dont majorations exceptionnelles de 30% Pour implantations à l'étranger avant le 1.1.92 Pour implantations à l'étranger après le 1.1.92 Pour prêts d'installation Autres provisions réglementées				
TOTAL Provisions réglementées				
Pour litiges Pour garanties données clients Pour pertes sur marchés à terme Pour amendes et pénalités Pour pertes de change Pour pensions et obligations Pour impôts Pour renouvellement immobilisations Pour grosses réparations Pour charges sur congés payés Autres provisions	103 596		30 035	73 561
TOTAL Provisions	103 596		30 035	73 561
Sur immobilisations incorporelles Sur immobilisations corporelles Sur titres mis en équivalence Sur titres de participation Sur autres immobilisations financières Sur stocks et en-cours Sur comptes clients Autres dépréciations	3 337 527	15 000		3 352 527
TOTAL Dépréciations	3 337 527	15 000		3 352 527
TOTAL GENERAL	3 441 123	15 000	30 035	3 426 088
Dont dotations et reprises : - d'exploitation - financières - exceptionnelles		15 000	30 035	

Titres mis en équivalence : montant dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1-5e CGI.

Etat des échéances des créances et des dettes

ETAT DES CREANCES	Montant brut	Un an au plus	Plus d'un an
Créances rattachées à des participations	6 395 998		6 395 998
Prêts			
Autres immobilisations financières	32 547		32 547
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	514 859	514 859	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale, autres organismes sociaux	293	293	
Etat et autres collectivités publiques :			
- Impôts sur les bénéfiques	277 573	277 573	
- T.V.A	34 637	34 637	
- Autres impôts, taxes, versements et assimilés			
- Divers			
Groupe et associés	8 179 553	8 179 553	
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	3 208	3 208	
TOTAL GENERAL	15 438 668	9 010 122	6 428 546
Montant des prêts accordés dans l'exercice			
Remboursements des prêts dans l'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

ETAT DES DETTES	Montant brut	A un an au plus	Plus 1 an 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits :				
- à 1 an maximum	662	662		
- plus d'un an	11 392 330	4 935 515	6 250 605	206 210
Emprunts et dettes financières divers	8 314	8 314		
Fournisseurs et comptes rattachés	146 068	146 068		
Personnel et comptes rattachés	6 336	6 336		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	64 401	64 401		
Etat et autres collectivités publiques :				
- Impôts sur les bénéfiques	551 358	551 358		
- T.V.A	85 560	85 560		
- Obligations cautionnées				
- Autres impôts et taxes	10 685	10 685		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	37 788	37 788		
Autres dettes	278	278		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	12 303 779	5 846 964	6 250 605	206 210
Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 000 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice	2 343 258			
Emprunts et dettes contractés auprès des associés				

Éléments relevant de plusieurs postes du bilan

(entreprises liées ou avec lesquelles la société a un lien de participation)

	Montant concernant les entreprises		Montant des dettes et créances représentées par des effets de commerce
	Liées	avec lesquelles la société a un lien de participation	
Capital souscrit non appelé			
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles			
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles			
Participations	14 135 146		
Créances rattachées à des participations	6 395 998		
Prêts			
Autres titres immobilisés			
Autres immobilisations financières			
Avances et acomptes versés sur commandes			
Créances clients et comptes rattachés	495 982		
Autres créances			
Capital souscrit et appelé non versé			
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités			
Emprunts obligataires convertibles			
Autres emprunts obligataires			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit			
Emprunts et dettes financières divers			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours			
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	30 888		
Dettes fiscales et sociales			
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes			
Produits de participation			
Autres produits financiers	89 220		
Charges financières			

Produits et avoirs à recevoir

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	97 288
CREANCES	
Créances clients et comptes rattachés	1 500
Autres créances (dont avoirs à recevoir :)	89 220
VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	
DISPONIBILITES	5 288
TOTAL	193 295

Charges à payer et avoirs à établir

Montant des charges à payer et avoirs à établir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 976
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	85 896
Dettes fiscales et sociales	12 316
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes (dont avoirs à établir :)	
TOTAL	107 188

Charges et produits constatés d'avance

	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	3 208	
Charges / Produits financiers		
Charges / Produits exceptionnels		
TOTAL	3 208	

Charges à répartir sur plusieurs exercices

	Montant brut	Taux amortissement
Charges différées		
Frais d'acquisition des immobilisations		
Frais d'émission des emprunts		
Charges à étaler		
TOTAL		

Composition du capital social

	Nombre	Valeur nominale
Actions / parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	970 513	8,00
Actions / parts sociales émises pendant l'exercice		
Actions / parts sociales remboursées pendant l'exercice		
Actions / parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	970 513	8,00

Ventilation du chiffre d'affaires net

Répartition par secteur d'activité	Montant
Ventes de marchandises Ventes de produits finis Prestations de services	1 212 062
TOTAL	1 212 062

Répartition par marché géographique	Montant
France Etranger	1 212 062
TOTAL	1 212 062

Ventilation de l'impôt sur les bénéfices

	Résultat avant impôts	Impôts
Résultat courant	-122 269	
Résultat exceptionnel (et participation)		
Résultat comptable	-50 453	

Engagements financiers

Engagements donnés	Montant
Effets escomptés non échus Avals et cautions Engagements en matière de pensions Autres engagements donnés :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Engagements reçus	Montant
Avals, cautions et garanties Autres engagements reçus :	
TOTAL	
Dont concernant : - les dirigeants - les filiales - les participations - les autres entreprises liées Dont engagements assortis de sûretés réelles	

Rémunérations des dirigeants

	Montant
REMUNERATIONS ALLOUEES AUX MEMBRES :	
- des organes d'administration	
- des organes de direction	
- des organes de surveillance	

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Honoraires des Commissaires aux Comptes

	Montant
- Honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes	73 000
- Honoraires facturés au titre des conseils et prestations de services	
TOTAL	73 000

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'entreprise
Cadres	2	
Agents de maîtrise et techniciens		
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	2	

Résultats des 5 derniers exercices

Nature des Indications / Périodes	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2018
Durée de l'exercice	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois	12 mois
I - Situation financière en fin d'exercice					
a) Capital social	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104	7 764 104
b) Nombre d'actions émises					
c) Nombre d'obligations convertibles en actions					
II - Résultat global des opérations effectives					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	1 212 062	554 238	372 109	1 095 547	1 088 175
b) Bénéfice avant impôt, amortissements & provisions	-117 955	-678 071	1 979 263	104 938	1 136 164
c) Impôt sur les bénéfices	-71 816	-545 872	-181 937	7 493	1 662
d) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements & provisions	-46 139	-132 199	2 161 200	97 445	1 134 502
e) Bénéfice après impôt, amortissements & provisions	-50 453	-379 437	1 038 336	122 299	1 233 282
f) Montants des bénéfices distribués					873 461
g) Participation des salariés					
III - Résultat des opérations réduit à une seule action					
a) Bénéfice après impôt, mais avant amortissements	0	0	0	0	1
b) Bénéfice après impôt, amortissements provisions	0	0	0	0	1
c) Dividende versé à chaque action	0	0	0	0	1
IV - Personnel :					
a) Nombre de salariés	2	2	3	3	3
b) Montant de la masse salariale	352 964	326 477	365 287	372 238	331 940
c) Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	178 485	134 396	149 778	180 368	172 535

Tableau des filiales et participations

Filiales et participations	Capital social	Réserves et report à nouveau	Quote-part du capital détenu en %	Valeur brute des titres détenus	Valeur nette des titres détenus	Prêts et avances consenties par la Sté	Cautions et avals donnés par la Sté	C.A. H.T. du dernier exercice clos	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la Sté dans l'ex
A – Renseignements détaillés concernant les filiales & participations										
<i>- Filiales (plus de 50% du capital détenu)</i>										
BALBERCY	150 000	9 142 238	89,92	1 256 451				6 567 292	1 958 571	
DELTA RUNGIS	76 635	1 196 588	100,00	2 704 057		353 422		1 108 196	155 701	
LE BOURGET	15 000	917 285	100,00	391 672		2 160 040		1 776 040	196 260	
SOGEGONE	300 000	1 069 744	100,00	635 408		357 792		1 635 606	377 001	
DROMHOTEL	108 000	-196 462	100,00	1 828 000	409 025	305 737		633 273	-17 664	
SAINT RAPHAEL	225 000	1 757 414	100,00	228 674		109 224		3 533 326	538 120	
ROSNY	1 229 190	904 841	100,00	2 096 723		229 379		1 412 235	312 069	
CRETEIL	215 310	1 106 414	100,00	1 610 204		302 359		1 475 802	254 393	
RELNICE	15 000	1 146 537	100,00	168		69 149		1 486 847	416 463	
SUITE HOTEL	15 000	161 302	100,00	1 804 339		1 700 953		1 433 801	370 595	
HOFIDEV	10 000	-1 016 067	70,00	7 000		0		0	-705	
<i>Participations (10 à 50 % du capital détenu)</i>										
MEZAL	15 000	1 148 741	50,00	1 074 000		0		1 951 449	269 232	
B – Renseignements globaux concernant les autres filiales & participations										
<i>- Filiales non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères	1 464 022	-819 097		498 451	351 362	706 375	61 121	2 147 899	267 737	
<i>- Participations non reprises en A:</i>										
a) Françaises										
b) Etrangères										

Observations complémentaires

SA HOTELIM

**Rapport du commissaire aux comptes
sur les comptes consolidés**

Exercice clos le 31 décembre 2022

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2022

A l'Assemblée générale
SA HOTELIM
9-11-13 avenue Myron Herrick
75008 PARIS

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société HOTELIM SA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français, ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Fait à Paris, le 2 juin 2023

Le commissaire aux comptes
PwC Entrepreneurs Audit France



Laurent DELCOURT

Bilan consolidé

ACTIF	Montant Brut	Dépréciation	31/12/2022	31/12/2021
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Ecart d'acquisition	17 436 974	10 027 855	7 409 119	7 599 912
Marques				
Frais de développement				
Concessions, brevets, droits similaires	420 988	383 950	37 038	40 481
Immobilisations incorporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations incorporelles	70 895	62 618	8 277	8 927
Immobilisation incorporelles en cours				
Avances, acomptes immobilisations incorporelles				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	2 150 131	13 787	2 136 344	2 136 344
Constructions	42 676 358	33 185 532	9 490 826	10 021 840
Installations techniques, matériel, outillage	5 395 525	4 705 994	689 531	750 035
Immobilisations corporelles en crédit bail et contrats assimilés				
Autres immobilisations corporelles	4 661 214	3 553 716	1 107 498	1 154 111
Immobilisations corporelles en cours	331 377		331 377	144 275
Avances et acomptes				
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de participations	1 680 062	1 146 089	533 973	354 722
Créances rattachées à des participations	706 375	706 375		
Autres titres immobilisés	119 971		119 971	
Prêts				
Autres immobilisations financières	95 471		95 471	93 874
Liaison Titres				
TITRES MIS EN EQUIVALENCE				
Actif immobilisé	75 745 341	53 785 916	21 959 425	22 304 521
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières, approvisionnements	145 265		145 265	117 809
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises	18 848		18 848	18 084
CREANCES				
Créances clients et comptes rattachés	406 443	22 015	384 428	269 205
AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances fiscales				
Actifs d'impôts différés	8 920		8 920	10 432
Créances sociales				
Autres créances	6 991 141	61 121	6 930 020	5 608 621
Charges constatées d'avance	55 161		55 161	50 674
Capital souscrit, appelé et non versé				
Frais d'émission d'emprunt				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion actif				
Liaison Bilan				
Ecart d'arrondi actif				
TRESORERIE ET EQUIVALENTS				
Valeurs mobilières de placement	3 052 149		3 052 149	2 051 940
Actions propres				
Disponibilités	25 388 244		25 388 244	22 308 757
Actif circulant	36 066 171	83 136	35 983 035	30 435 522
TOTAL ACTIF	111 811 512	53 869 052	57 942 460	52 740 043

Bilan consolidé

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Capital social ou individuel	7 764 104	7 764 104
Primes d'émission, de fusion, d'apport	10 266 806	10 266 806
Ecarts de réévaluation		
Ecarts de réévaluation groupe		
Réserve légale	679 636	679 636
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Réserve du groupe	14 483 946	13 181 396
Ecarts de conversion groupe		
Report à nouveau	1 168 232	1 547 669
RESULTAT GROUPE	4 198 961	923 474
Subventions d'investissement		
Titres en auto-contrôle		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Captaux propres	38 561 685	34 363 085
Intérêts hors groupe	1 586 501	1 467 746
Ecarts de conversion hors groupe		
Résultat hors groupe	349 085	118 393
Intérêts minoritaires	1 935 586	1 586 139
Ecart acquisition négatif		
Provisions pour engagements de retraite et avantages similaires		
Provisions pour litige	257 626	354 823
Provisions pour restructuration		
Provisions pour perte de change		
Autres provisions	64 772	64 772
Provisions pour risques et charges	322 398	419 595
DETTES FINANCIERES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	11 400 643	11 744 758
Emprunts en crédit-bail		
Concours bancaires courants	28 086	2 092
Autres dettes financières	39 902	94 040
FOURNISSEURS		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 406 854	1 865 604
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 137	2 137
AUTRES DETTES ET COMPTES DE REGULARISATION		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	440 661	307 353
Dettes fiscales	2 517 190	1 116 749
Impôts différés passifs	1 231 095	1 180 747
Dettes sociales		
Autres dettes	48 409	49 779
Produits constatés d'avance	7 815	7 960
Ecart de conversion passif		
Ecart d'arrondi passif	-1	5
Passif circulant	17 122 791	16 371 224
TOTAL PASSIF	57 942 460	52 740 043

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2022	31/12/2021
Ventes de marchandises	419 463	297 247
Ventes de marchandises Export		
Ventes de biens		
Ventes de biens Export		
Ventes de services	22 614 260	12 252 977
Ventes de services Export		
Autres revenus		
Chiffre d'affaires net	23 033 723	12 550 224
Production stockée		
Production immobilisée	29 118	24 150
Subventions d'exploitation	208 499	1 550 264
Reprises sur dépréciations, amortissements, transfert	89 987	75 225
Autres produits	33 885	782
Autres produits d'exploitation	361 489	1 650 421
Achats de marchandises (y compris droits de douane)	70 736	53 009
Variation de stock de marchandises	-345	-47
Achats de matières premières et autres appro.	1 179 710	692 723
Variation de stock matières premières et approvisionnements	-27 873	-4 633
Autres achats et charges externes	7 924 418	5 438 816
Impôts, taxes et versements assimilés	731 294	625 210
Salaires et traitements	4 277 719	3 123 551
Charges sociales	1 154 213	604 932
Dotations d'exploitation aux amortissements et dépréciations des immobilisations	1 375 302	2 226 522
Dotations d'exploitation aux dépréciations et provisions		35 649
QP de résultat sur opérations faites en commun		
Autres charges	756 444	617 415
Charges d'exploitation	17 441 618	13 413 147
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	5 953 594	787 498
Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	190 793	238 357
RESULTAT D'EXPLOITATION APRES DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	5 762 801	549 141

Compte de résultat consolidé

Rubrique	31/12/2022	31/12/2021
Produits financiers de participations Produit des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immo.		
Autres intérêts et produits assimilés	145 690	97 064
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produit nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Gains de change		
Autres produits financiers		
Produits financiers	145 690	97 064
Dotations financières aux amortissements et provisions	15 000	10 000
Intérêts et charges assimilées	90 817	83 354
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mob. de placement		
Pertes de change		
Autres charges financières		-1
Charges financières	105 817	93 353
RESULTAT FINANCIER	39 873	3 711
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	5 802 674	552 852
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	43 425	4 048
Autres produits exceptionnels sur opérations en capital	40 294	45 080
Reprises sur provisions et transferts de charges	10 360	21 092
Autres produits exceptionnels		
Produits exceptionnels	94 079	70 220
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	14 441	3 101
Autres charges exceptionnelles sur opérations en capital	866	1 637
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions	537	14 797
Autres charges exceptionnelles		
Charges exceptionnelles	15 844	19 535
RESULTAT EXCEPTIONNEL	78 235	50 685
Impôts exigibles	1 281 003	-234 161
Impôts différés	51 860	-204 169
Impôts sur les bénéfices	1 332 863	-438 330
Résultat des sociétés intégrées	4 548 046	1 041 867
Résultat net des entreprises en cours de cession		
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	4 548 046	1 041 867
RESULTAT GROUPE	4 198 961	923 474
RESULTAT HORS GROUPE	349 085	118 393
Résultat par action	4,32654	0,95153
Résultat dilué par action	4,32654	0,95153

Soldes Intermédiaires de Gestion consolidés

Rubrique	31/12/2022	%	31/12/2021	%	Variation	%
Ventes marchandises	419 463	1,82	297 247	2,36	122 216	41,12
- Coût d'achat des marchandises vendues	70 391	0,31	52 962	0,42	17 429	32,91
Marge commerciale	349 072	1,51	244 285	1,94	104 787	42,90
Production vendue	22 614 260	98,05	12 252 977	97,44	10 361 283	84,56
+ Production stockée						
- Déstockage de production						
+ Production immobilisée	29 118	0,13	24 150	0,19	4 968	20,57
Production de l'exercice	22 643 378	98,18	12 277 127	97,64	10 366 251	84,44
- Achats de matières premières et approvisionnements	1 179 710	5,12	692 723	5,51	486 987	70,30
- Variation de stock	-27 873	-0,12	-4 633	-0,04	-23 240	501,62
- Sous-traitance directe						
Marge brute de production	21 491 541	93,19	11 589 037	92,16	9 902 504	85,45
PRODUCTION + VENTES DE MARCHANDISES	23 062 841	100,00	12 574 374	100,00	10 488 467	83,41
MARGE BRUTE GLOBALE	21 840 613	94,70	11 833 322	94,11	10 007 291	84,57
- Autres achats et charges externes	7 924 418	34,36	5 438 816	43,25	2 485 602	45,70
Valeur ajoutée	13 916 195	60,34	6 394 506	50,85	7 521 689	117,63
+ Subventions d'exploitation	208 499	0,90	1 550 264	12,33	-1 341 765	-86,55
- Impôts, taxes et versements assimilés	731 294	3,17	625 210	4,97	106 084	16,97
- Charges de personnel	5 431 932	23,55	3 728 483	29,65	1 703 449	45,69
Excédent brut d'exploitation	7 961 468	34,52	3 591 077	28,56	4 370 391	121,70
+ Reprises sur charges calculées, transferts	89 987	0,39	75 225	0,60	14 762	19,62
+ Autres produits	33 885	0,15	782	0,01	33 103	N/S
- Dotations aux amortissements et aux provisions	1 375 302	5,96	2 262 171	17,99	-886 869	-39,20
- Autres charges	756 444	3,28	617 415	4,91	139 029	22,52
RESULTAT D'EXPLOITATION AVANT DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	5 953 594	25,81	787 498	6,28	5 166 096	656,01
- Dotations aux amortissements et dépréciations des écarts d'acquisition	190 793	0,83	238 357	1,90	-47 564	-19,95
RESULTAT D'EXPLOITATION APRÈS DEPRECIATIONS DE L'ECART D'ACQUISITION	5 762 801	24,99	549 141	4,37	5 213 660	949,42
+ Quote-part de résultat sur opérations faites en commun						
+ Produits financiers	145 690	0,63	97 064	0,77	48 626	50,10
- Quote-part de résultat sur opérations faites en commun						
- Charges financières	105 817	0,46	93 353	0,74	12 464	13,35
Résultat courant avant impôt	5 802 674	25,16	552 852	4,40	5 249 822	949,59
Produits exceptionnels	94 079	0,41	70 220	0,56	23 859	33,98
- Charges exceptionnelles	15 844	0,07	19 535	0,16	-3 691	-18,89
Résultat exceptionnel	78 235	0,34	50 685	0,40	27 550	54,36
- Impôts dus sur les bénéfices	1 281 003	5,55	-234 161	-1,86	1 515 164	-647,06
- Impôt sur les bénéfices	51 860	0,22	-204 169	-1,62	256 029	-125,40
Résultat sociétés intégrées	4 548 046	19,72	1 041 867	8,29	3 506 179	336,53
Résultat net des entreprises en cours de cession						
RESULTAT D'ENSEMBLE CONSOLIDÉS	4 548 046	19,72	1 041 867	8,29	3 506 179	336,53
RESULTAT GROUPE	4 198 961	18,21	923 474	7,34	3 275 487	354,69
RESULTAT HORS GROUPE	349 085	1,51	118 393	0,94	230 692	194,85
Produits des cessions des éléments d'actifs						
- Valeur nette comptable des éléments d'actif cédés	10 240		2 914		7 326	251,41
Plus ou moins values sur cessions	-10 240		-2 914		-7 326	251,41

Tableau de flux de trésorerie consolidé

En Euros	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net consolidé	4 548 046	1 041 867
Résultat des sociétés mises en équivalence		
Amortissements et provisions (1)	1 483 901	2 501 655
Variation des impôts différés	51 860	-204 169
Plus-values de cession, nettes d'impôt	10 240	2 914
Marge brute d'autofinancement des sociétés intégrées	6 094 047	3 342 267
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	-395 851	240 124
<i>Dont stocks</i>	-28 220	-4 648
<i>Dont créances d'exploitation</i>	-1 307 801	62 136
<i>Dont dettes d'exploitation</i>	940 170	182 636
Flux net de trésorerie généré par l'activité	5 698 196	3 582 391
Acquisition d'immobilisations	-1 246 241	-671 904
Cession d'immobilisations, nettes d'impôt		183 214
Incidence des variations de périmètres (2)		
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	-1 246 241	-488 690
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées		
Dividendes en intragroupe		
Augmentations ou diminutions de capital en numéraire		
Emissions d'emprunts	2 000 000	75 519
Remboursements d'emprunts	-2 398 253	-366 333
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	-398 253	-290 814
Incidence des variations de cours des devises		
VARIATION DE TRÉSORERIE	4 053 702	2 802 887
Trésorerie d'ouverture	24 358 605	21 555 718
Trésorerie de clôture	28 412 307	24 358 605

(1) A l'exclusion des provisions sur actif circulant

(2) Prix d'achat ou de vente augmenté ou diminué de la trésorerie acquise ou versée

ANNEXE

Sommaire annexe

1. INFORMATIONS RELATIVES AU REFERENTIEL COMPTABLE, AUX MODALITES DE CONSOLIDATION ET AUX METHODES ET REGLES D'EVALUATION	14
A. REFERENTIEL COMPTABLE.....	14
B. MODALITES DE CONSOLIDATION	14
1. Périmètre de consolidation.....	14
2. Retraitement de consolidation.....	14
3. Opérations réciproques.....	14
4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées.....	14
5. Application des méthodes préférentielles du règlement 2020-01.....	14
6. Traitement des écarts d'acquisition.....	15
C. METHODES ET REGLES D'EVALUATION.....	15
1. Changements comptables.....	15
2. Immobilisations incorporelles.....	15
3. Immobilisations corporelles.....	15
4. Immobilisations financières.....	16
5. Provisions pour risques et charges.....	16
6. Stocks.....	16
7. Créances et dettes.....	16
8. Valeurs mobilières de placement.....	16
9. Impôts différés.....	16
10. Engagements vis-à-vis du personnel.....	17
11. Régime d'intégration fiscale.....	17
2. INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION	18
A. ORGANISATION DU GROUPE HOTELIM.....	18
B. LISTE DES SOCIETES CONSOLIDEES ET MODE DE CONSOLIDATION	18
C. ENGAGEMENTS HORS BILAN	19
1. Engagements donnés.....	19
2. Engagements reçus.....	19
D. AUTRES FAITS SIGNIFICATIFS.....	19
3. INFORMATION PERMETTANT LA COMPARABILITE DES COMPTES.....	20
A. INFORMATIONS RELATIVES AUX VARIATIONS DU PERIMETRE ET POURCENTAGES D'INTERETS... 20	20
1. Entrée dans le périmètre de consolidation.....	20
2. Sortie du périmètre de consolidation.....	20
3. Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation.....	20
4. Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation.....	20
5. Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture.....	20
6. Autres informations sur le périmètre de consolidation.....	20
B. INFORMATIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS COMPTABLES	20

4. EXPLICATIONS DES POSTES DU BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT ET DE LEURS VARIATIONS.....	21
A. POSTES DU BILAN CONSOLIDE.....	21
B. ACTIF IMMOBILISE	21
1. Immobilisations incorporelles	21
2. Immobilisations corporelles	21
3. Immobilisations financières	21
4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	22
C. AUTRES POSTES D'ACTIF	22
D. TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES	23
1. Capitaux propres part du groupe	23
1. Capitaux propres hors groupe	23
E. AUTRES POSTES DE PASSIF	24
1. Provisions	24
2. Impôt sur les résultats	24
3. Impôts différés par société	25
4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme	25
F. POSTES DU COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE	26
1. Charges de personnel et effectif	26
2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement	26
3. Charges et produits d'exploitation	26
4. Charges et produits financiers	26
5. Charges et produits exceptionnels	26
5. AUTRES INFORMATIONS	27
A. INFORMATION SECTORIELLE.....	27
B. AUTRES INFORMATIONS DIVERSES	27
1. Événements postérieurs à la clôture	27
2. Crise sanitaire COVID-19	27
3. Tableaux des flux de trésorerie	27
4. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants	27
5. Honoraires Commissaires aux Comptes	27

1. Informations relatives au référentiel comptable, aux modalités de consolidation et aux méthodes et règles d'évaluation

A. Référentiel comptable

Le Groupe établit ses comptes en conformité avec les dispositions légales et réglementaires applicables en France, selon le règlement 2020-01 du 9 octobre 2020 de l'Autorité des Normes Comptables qui a remplacé le règlement CRC 99-02 du 29 avril 1999 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux comptes consolidés des sociétés commerciales.

Ils ne résultent pas d'une obligation légale, un seul seuil étant dépassé (total du bilan).

Ils sont constitués du bilan, du compte de résultat et de l'annexe. Les valeurs sont exprimées en Euros.

B. Modalités de consolidation

1. Périmètre de consolidation

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement 50% des droits sociaux sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient une participation supérieure à 20% et exerce une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Au 31 décembre 2022, comme au 31 décembre 2021, il n'y a aucune société consolidée par mise en équivalence.

2. Retraitement de consolidation

Les règles et méthodes appliquées par les filiales entrant dans le périmètre de consolidation font l'objet de retraitements afin de les rendre homogènes à celles du Groupe.

Les retraitements de consolidation pratiqués sont conformes au règlement 2020-01.

3. Opérations réciproques

Les opérations réciproques ainsi que les éventuels résultats de cession résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

4. Dates de clôture des exercices des sociétés consolidées

L'ensemble des sociétés comprises dans le périmètre de consolidation ont arrêté leurs exercices sociaux le 31 décembre.

L'exercice clos au 31 décembre a une durée de 12 mois.

5. Application des méthodes préférentielles du règlement 2020-01

Elles sont toutes mises en œuvre au sein du groupe, pour autant qu'elles trouvent à s'appliquer et qu'elles présentent un caractère significatif.

Ainsi, compte tenu du caractère non significatif, il a été convenu de ne pas retraiter les crédits baux mobiliers.

6. Traitement des écarts d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des sociétés consolidées et la part du groupe dans leurs actifs nets à la date de prise de participations.

Lorsque cette différence est positive, elle est immobilisée à l'actif du bilan consolidé et amortie selon la méthode linéaire sur une durée de 10 ans et lorsqu'elle est négative, elle est inscrite au bilan dans les provisions.

Dans le cas des SCI transformées en SARL, l'écart d'acquisition a été ventilé conformément aux traités d'apport, le solde étant imputé en écart de première consolidation. Les écarts d'évaluation (terrain & construction) sont les suivants :

Société	Ecart d'évaluation				Ecart d'acquisition			
	Terrain	Construct.	Total brut	Cumul amort.	Montant net	Montant brut	Cumul amort.	Montant net
SARL Créteil Mesly	106 609	1 009 890	1 116 499	799 888	316 611	76 300	76 300	
SARL Rosnybois	110 115	991 040	1 101 155	775 190	325 965	60 119	60 119	
SARL Delta Rungis	161 074	1 461 185	1 622 259	1 131 316	490 943	40 768	40 768	
SARL Le Bourget	35 143	388 774	423 917	298 863	125 054	179 720	179 720	
SARL Saint Raphaël						214 065	214 065	
SNC Sogegone						1 534 920	1 534 920	
SARL DJRP						1 721 080	1 721 080	
SNC Rehnice						1 842 455	1 842 455	
SARL Dromhotel						1 608 978	1 608 978	
SARL Mezal						1 171 076	1 171 076	
SARL Balbercy						951 109	951 109	
SAS Suite Hotel						1 907 933	627 265	1 280 668
TOTAL	412 941	3 850 889	4 263 830	3 005 267	1 258 673	11 308 523	10 027 855	1 280 668

C. Méthodes et règles d'évaluation

1. Changements comptables

Aucun changement comptable.

2. Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations).

Les fonds de commerce ne sont pas amortis, cependant lorsque leur valorisation devient inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée

3. Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations). Le coût d'acquisition comprend les intérêts capitalisés s'il s'agit d'un investissement significatif financé par emprunt spécifique.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés selon le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie économique.

Nous avons appliqué les recommandations indiquées par l'instruction fiscale du 30 décembre 2005 qui préconise l'identification, pour les actifs immobiliers, des cinq composants suivants :

- Gros œuvre ;
- Toiture ;
- Façade et étanchéité ;

- Installations techniques ;
- Agencements.

Chacun des composants fait l'objet d'un amortissement fonction de la durée de vie d'utilité réelle.

Dans les comptes sociaux, le gros œuvre est amorti fiscalement sur une durée comprise entre 25 et 30 ans selon l'établissement. Dans les comptes consolidés, la durée d'amortissement retenue pour ce type de composant a été harmonisée à 40 ans.

4. Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur prix d'acquisition. Lorsque la valeur d'inventaire, estimée d'après leur quote-part d'actif net et leur perspective de rentabilité ou leur valeur d'utilité, est inférieure à la valeur brute comptable ci-dessus définie, une provision est constituée pour enregistrer sa dépréciation.

5. Provisions pour risques et charges

Ces provisions, enregistrées en conformité avec le règlement CRC n°2000-06, sont destinées à couvrir les risques et charges que des événements en cours ou survenus rendent probables, nettement précises quant à leur objet mais dont la réalisation et l'échéance ou le montant sont incertains.

6. Stocks

Les stocks sont valorisés au coût de revient ou à la valeur de marché. Le coût de revient est déterminé suivant la méthode du « Premier entré – Premier sorti » (F.I.F.O.).

Une provision pour dépréciation des stocks, égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur brute est supérieure à l'autre terme énoncé.

7. Créances et dettes

Les créances et dettes sont enregistrées à leur valeur nominale. Les dettes et créances existant entre les sociétés du groupe consolidées par intégration globale sont éliminées.

Les créances font l'objet d'une provision dès lors qu'elles présentent un risque de non recouvrement. Les provisions sont déterminées en prenant en compte notamment l'ancienneté des créances, l'avancement des procédures engagées et les garanties obtenues.

8. Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées au coût historique. Le prix de revient des valeurs mobilières cédées est déterminé selon la règle du FIFO.

Au 31 décembre 2022, la valeur du portefeuille est de 3 052 149 euros.

9. Impôts différés

Les impôts différés sont calculés pour chaque entité, sur la base d'une analyse bilancielle, pour les différences temporelles entre la valeur comptable des actifs et passifs renseignés au bilan comptable et leur base fiscale correspondante. Cette dernière dépend des règles fiscales en vigueur dans les pays où le groupe gère ses activités. Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués aux taux d'impôts dont l'application est attendue pour l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur base des taux d'impôts qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture. Les actifs et les passifs sont compensés lorsque les impôts sont prélevés par la même autorité fiscale et que les autorités fiscales locales l'autorisent.

Les actifs d'impôts différés sont comptabilisés dans la mesure où il est probable que le groupe disposera de bénéfices imposables futurs sur lesquels les pertes fiscales non utilisées pourront être imputées. Par mesure

de prudence, les déficits fiscaux du groupe, qui concernent la société Hofidev pour un montant de 17 772 €, la société Suite Hôtel pour 245 258 € n'ont pas été activés au 31 décembre 2022.

Toutes les sociétés du périmètre de consolidation sont des sociétés ayant leur siège social en France. Le taux de 25% a été retenu pour l'exercice clos le 31 décembre 2022 comme au 31 décembre 2021. Ce taux tient compte de l'échéance des actifs et passifs d'impôts différés constatés dans les comptes consolidés.

Le montant de l'impôt sur le bénéfice apparaissant au compte de résultat, comprend ainsi :

- l'impôt à payer au titre de l'exercice
- la charge ou le crédit d'impôt résultant de la prise en compte des décalages temporaires.

Les plus-values nettes long terme réalisées dans le cadre de cessions de titres de participation sont imposables au taux de 0% sous déduction d'une quote-part pour frais et charges correspondant à 12% de la plus-value réalisée. Cette quote-part restant imposable au taux normal d'impôt sur les sociétés. Dans l'hypothèse retenue d'une cession de parts au lieu d'une cession d'immeuble, il a été convenu de constater un impôt différé passif au taux de 3 %, correspondant à l'impôt sur la quote-part pour frais et charges, concernant les écarts d'évaluation.

10. Engagements vis-à-vis du personnel

Les engagements de fin de carrière ont été comptabilisés nets d'impôt différé. Au 31 décembre 2022, l'engagement net d'impôt s'élève à 168 K€ contre 241 K€ au 31 décembre 2021.

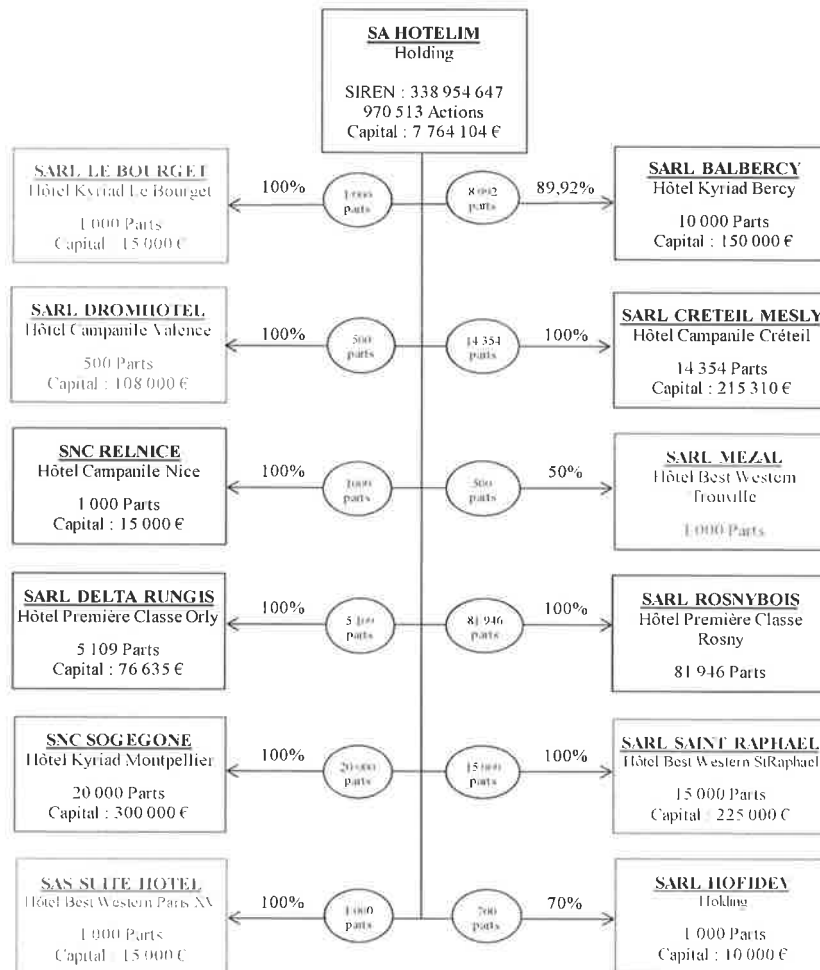
Hypothèses retenues :

- Méthode de calcul : Rétrospective Prorata Temporis
- Convention collective : HCR
- Taux d'actualisation : 3.77 %
- Taux de progression annuelle des salaires : 1% pour les cadres, 1% pour les non cadres
- Taux de rotation du personnel : faible pour les cadres, fort pour les non cadres
- Age de départ retenu : 60-67 ans
- Taux de charges sociales : 34 %
- Table de mortalité : INSEE 2021

11. Régime d'intégration fiscale

La SA Hotelim et certaines de ses filiales forment un groupe d'intégration fiscale.

Les conventions prévoient que chaque filiale constate dans ses propres comptes la charge d'impôt qui lui est propre ou l'économie d'impôt réalisée par le groupe en cas de déficit.

2. Informations relatives au périmètre de consolidation
A. Organisation du Groupe HOTELIM

B. Liste des sociétés consolidées et mode de consolidation

Société mère : SA HOTELIM – 11, avenue Myron Herrick 75008 PARIS – Siret : 33895464700073

Société	Siret	% de détention		% intérêt	% contrôle	Méthode de consolidation
		directe	indirecte			
SARL Balbercy	392 327 599 00016	89.92%	0.00%	89.92%	89.92%	Intégration globale
SARL Le Bourget	344 528 997 00028	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Créteil Mesly	338 982 242 00020	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Delta Rungis	344 317 045 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Hofidev	828 742 510 00013	70.00%	0.00%	70.00%	70.00%	Intégration globale
SARL Mezal	421 451 600 00017	50.00%	0.00%	50.00%	50.00%	Intégration globale
SNC Relnice	342 083 607 00032	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Rosnybois	344 529 318 00026	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Saint Raphaël	383 417 888 00021	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SNC Sogegone	344 629 118 00011	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SAS Suite Hotel	419 564 232 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale
SARL Dromhotel	429 645 799 00025	100.00%	0.00%	100.00%	100.00%	Intégration globale

Les comptes de la société HOTELIM Maroc, filiale détenue à 80% par la société HOTELIM, ne présentent pas un caractère significatif et ne sont, par conséquent, pas consolidés.

La filiale Brasserie à la Mode détenue par HOFIDEV n'est pas intégrée au périmètre de consolidation dans la mesure où sa participation est inférieure au seuil d'influence notable. Les titres de cette dernière figurent donc à l'actif du bilan consolidé pour un montant brut de 1.179 K€ et sont provisionnés à hauteur de 999 K€ au 31 décembre 2022.

C. Engagements hors bilan

1. Engagements donnés

Aucun engagement donné

2. Engagements reçus

Aucun engagement reçu

D. Autres faits significatifs

Aucun autre fait significatif

3. Information permettant la comparabilité des comptes

A. Informations relatives aux variations du périmètre et pourcentages d'intérêts

1. *Entrée dans le périmètre de consolidation*

Aucune entrée dans le périmètre de consolidation.

2. *Sortie du périmètre de consolidation*

Aucune sortie du périmètre de consolidation.

3. *Changement de méthode de consolidation sans changement du périmètre de consolidation*

Aucun changement de méthode de consolidation, sans changement de périmètre de consolidation n'est intervenu.

4. *Modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation*

Aucune modification du pourcentage d'intérêts sans changement de méthode de consolidation n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

5. *Acquisitions et cessions réalisées après la date de clôture*

Aucune cession ou acquisition n'a été réalisée à la date d'établissement des comptes consolidés.

6. *Autres informations sur le périmètre de consolidation*

Néant.

B. Informations relatives aux changements comptables

Néant

4. Explications des postes du bilan et du compte de résultat et de leurs variations

A. Postes du bilan consolidé

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes individuels des sociétés. Ils n'ont fait l'objet d'aucun retraitement dans la mesure où les divergences ne sont pas significatives.

Toutes les sociétés consolidées établissent leurs comptes en Euros.

B. Actif immobilisé

1. Immobilisations incorporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Ecart d'acquisition	11 308 523					11 308 523
Ecart d'acquisition	11 308 523					11 308 523
Frais de recherche et développement						
Concessions, brevets et droits similaires	421 726	1 225	1 963			420 988
Fonds commercial	6 128 451					6 128 451
Autres immobilisations incorporelles	71 675		780			70 895
Immobilisations incorporelles en cours						
Avances, acomptes sur immo. incorporelles						
Immobilisations incorporelles	6 621 852	1 225	2 743			6 620 334

2. Immobilisations corporelles

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Terrains	2 150 131					2 150 131
Constructions	42 540 641	247 688	202 079		90 108	42 676 358
Installations techniques, matériel, outillage	5 421 622	140 121	174 718		8 500	5 395 525
Autres immobilisations corporelles						
Immobilisations en cours	4 464 531	130 968	58 232		123 947	4 661 214
Avances et acomptes	144 275	409 657			(222 555)	331 377
Immobilisations corporelles	54 721 200	928 434	435 029			55 214 605

3. Immobilisations financières

Rubriques	Ouverture	Acquisitions	Cession	Variations périmètre	Virement	Clôture
Titres de participations	1 500 811	180 014	763			1 680 062
Actifs nets en cours de cession						
Participations par mises en équivalence						
Autres titres immobilisés		119 971				119 971
Prêts	93 874	1 597				95 471
Autres immobilisations financières						
Créances rattachées à des participations	691 375	15 000				706 375
Immobilisations financières	2 286 060	316 582	763			2 601 879

Les titres de participation non consolidés sont relatifs à des sociétés dont le taux de détention est inférieur à 20 % ou en cours d'arrêt d'exploitation.

4. Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Ecarts d'acquisition	9 837 062	190 793		10 027 855
Ecarts d'acquisition	9 837 062	190 793		10 027 855
Frais de recherche et développement				
Concessions, brevets et droits similaires	381 245	4 668	1 963	383 950
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	62 748	650	780	62 618
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances, acomptes sur immo. incorporelles				
Immobilisations incorporelles	443 993	5 318	2 743	446 568
Terrains				
Constructions	13 787			13 787
Installations techniques, matériel, outillage	32 518 801	869 496	202 765	33 185 532
Autres immobilisations corporelles	4 671 587	201 968	167 561	4 705 994
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes	3 310 420	298 523	55 227	3 553 716
Immobilisations corporelles	40 514 595	1 369 987	425 553	41 459 029
TOTAL	50 795 650	1 566 098	428 296	51 933 452

C. Autres postes d'actif

Rubriques	Valeur brute	Provisions (cumul dotations)	Reprises (de la période)	Valeur nette au 31/12/2022	Valeur nette au 31/12/2021
Matières premières, approvisionnements	145 265			145 265	117 809
Marchandises	18 848			18 848	18 084
Avances et acomptes servis sur commande					
Stocks et en cours	164 113			164 113	135 893
Créances clients et comptes rattachés	406 443	22 015		384 428	269 205
Actifs d'impôts différés	8 920			8 920	10 432
Autres créances	6 991 141	61 121		6 930 020	5 608 621
Capital souscrit, appelé et non versé					
Créances	7 406 504	83 136		7 323 368	5 888 258
Valeurs mobilières de placement	3 052 149			3 052 149	2 051 940
Actions propres					
Disponibilités	25 388 244			25 388 244	22 308 757
Divers	28 440 393			28 440 393	24 360 697
Charges constatées d'avance	55 161			55 161	50 674
Ecarts d'arrondis actifs					
Comptes de régularisation	55 161			55 161	50 674
TOTAL	36 066 171	83 136		35 983 035	30 435 522

D. Tableau de variation des capitaux propres consolidés
1. Capitaux propres part du groupe

Variation	Capital social	Primes	Réserves société mère	Part du groupe dans		Capitaux propres part groupe
				les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2020	7 764 104	10 266 806	1 188 969	16 803 651	(2 583 922)	33 439 608
Affectation résultat en réserves			1 038 336	(3 622 258)	2 583 922	
Distribution dividendes						
Résultat 2021					923 474	923 474
Autres variations						
Au 31 décembre 2021	7 764 104	10 266 806	2 227 305	13 181 396	923 474	34 363 085
Affectation résultat en réserves			(379 437)	1 302 911	(923 474)	
Distribution dividendes						
Résultat 2022					4 198 961	4 198 961
Autres variations				(361)		(361)
Au 31 décembre 2022	7 764 104	10 266 806	1 847 868	14 483 946	4 198 961	38 561 685

Les intérêts minoritaires négatifs de la société Hofidev d'un montant de 302 031 € ont été imputés sur les capitaux propres du groupe au 31/12/2022. Cette imputation a impacté négativement :

- Les réserves du groupe d'un montant de 302 031 €
- Le résultat du groupe = non significatif en 2022

1. Capitaux propres hors groupe

Variation	Part des minoritaires		Intérêts minoritaires
	les réserves consolidés	le résultat consolidé	
Au 31 décembre 2020	1 425 523	42 223	1 467 746
Affectation résultat en réserves	42 223	(42 223)	
Distribution dividendes			
Résultat 2021		118 393	118 393
Autres variations			
Au 31 décembre 2021	1 467 746	118 393	1 586 139
Affectation résultat en réserves	118 393	(118 393)	
Distribution dividendes			
Résultat 2022		349 085	349 085
Autres variations	362		362
Au 31 décembre 2022	1 586 501	349 085	1 935 586

E. Autres postes de passif
1. Provisions

Rubriques	Ouverture	Dotations	Reprises	Clôture
Provisions pour risques	64 772			64 772
Provisions pour charges	354 823	546	97 743	257 626
Provisions pour risques et charges	419 595	546	97 743	322 398
Provisions sur titres de participation	1 146 089			1 146 089
Provisions sur créances rattachées	691 375	15 000		706 375
Provisions sur immobilisations financières	1 817 464	15 000		1 832 464
Provisions sur comptes clients	24 619		2 604	22 015
Provisions sur autres créances	61 121			61 121
Provisions sur créances	85 740		2 604	83 136
TOTAL	2 322 799	15 546	100 347	2 237 998

2. Impôt sur les résultats

Rapprochement entre charge d'impôt théorique et effective

Différence entre charge d'impôt théorique et effective	31/12/2022	31/12/2021
Résultat avant impôt	5 880 909	603 537
Taux normal d'impôt en France	25,00%	25,00%
Impôt théorique	1 470 227	150 884
Impôt réel	22,66%	1 332 863 -72,63%
Ecart net	(137 364)	(589 215)
Elements de rapprochement	IS 31/12/2022	IS 31/12/2021
Amortissement des écarts d'acquisition	47 698	59 589
Amortissement des écarts d'évaluation	21 180	21 180
Différences permanentes (TVTS, amendes, Fonds solidarité...)	12 405	-352 915
Résultats taxés au taux de 31%		
Provision sur titres non consolidés		
Impact impôts différés changement de taux		-28 860
Provision sur créances sociétés non consolidées		
Quote part imposable sur dividendes		
Déficits non activés	-218 647	-288 209
Montant rapproché	(137 364)	(589 215)

3. Impôts différés par société

Société	31/12/2022	31/12/2021
SA Hotelim		
SARL Mezal	3 578	5 227
SAS Suite Hotel	5 342	5 205
Actifs d'impôts différés	8 920	10 432
SA Hotelim	233 151	225 874
SARL Balbercy	266 068	201 209
SARL Le Bourget	149 127	164 700
SARL Créteil Mesly	34 377	41 422
SARL Dromhotel	66 154	58 845
SNC Relnice	82 737	83 751
SARL Rosnybois	52 571	61 229
SARL Delta Rungis	112 015	123 437
SARL Saint Raphaël	180 119	159 495
SNC Sogegone	54 776	60 789
Passifs d'impôts différés	1 231 095	1 180 751
PASSIF D'IMPÔTS DIFFÉRÉS NET	1 222 175	1 170 319

4. Emprunts et dettes financières à long et moyen terme

Société	Montant début exercice	Nouveaux emprunts	Rembours. De l'exercice	Montant fin d'exercice	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Hôtel Paris - Créteil							
Hôtel Paris - Orly							
Hôtel Paris - Le Bourget							
Hôtel Paris - Rosny							
Hôtel Paris - Bercy							
Hôtel Paris XV							
Hôtel Montpellier							
Hôtel Nice							
Hôtel Trouville							
Hotelim (siège)	11 744 758	2 000 000	2 344 115	11 400 643	4 943 828	6 250 605	206 210
Emprunts auprès des étab. de crédit	11 744 758	2 000 000	2 344 115	11 400 643	4 943 828	6 250 605	206 210
Hôtel Paris XV	1 794	26		1 820	1 820		
Hôtel Nice	15			15	15		
Hôtel Trouville	54 014		54 014				
Hotelim (siège)	38 217		150	38 067	38 067		
Dettes financières diverses	94 040	26	54 164	39 902	39 902		
TOTAL	11 838 798	2 000 026	2 398 279	11 440 545	4 983 730	6 250 605	206 210

F. Postes du compte de résultat consolidé
1. Charges de personnel et effectif

Les charges de personnel se sont élevées à 5.432 K€ au 31 décembre 2022 contre 3.728 K€ en 2021.

L'effectif moyen au 31 décembre 2022 est composé de 133 personnes, contre 115 au 31 décembre 2021 et 122 au 31 décembre 2020, se décomposant comme suit :

Société	Effectif moyen 2022	Effectif moyen 2021	Effectif moyen 2020
SA Hotelim	2	2	3
SARL Balbercy	24	20	23
SARL Delta Rungis	6	4	6
SARL Rosnybois	7	6	6
SARL Le Bourget	9	8	8
SARL Créteil Mesly	8	7	7
SARL Saint Raphaël	31	27	27
SARL Sogegone	9	7	9
SAS Suite Hotel	7	8	7
SNC ReInice	8	6	7
SARL Dromhotel	9	7	9
SARL Mezal	13	12	10
TOTAL	133	115	122

2. Charges relatives aux frais de recherche et de développement

Non applicable.

3. Charges et produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires du groupe est constitué des produits suivants :

- Les ventes de marchandises ;
- Les prestations de services.

Le chiffre d'affaires 2022 s'établit à 23.033 K€ contre 12.550 K€ en 2021 et a évolué comme suit :

En K€	31/12/2022	31/12/2021	Variation		31/12/2020	Variation	
Ventes de marchandises	419	297	122	41,1%	195	102	52,5%
Prestations de services	22 614	12 253	10 361	84,6%	8 121	4 132	50,9%
CHIFFRE D'AFFAIRES	23 033	12 550	10 483	83,5%	8 316	4 234	50,9%

4. Charges et produits financiers

Le résultat financier enregistre d'une part des charges qui s'élèvent à 106 K€ et d'autre part des produits d'un montant de 146 K€.

5. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est positif de 78 K€ pour l'exercice 2022.

5. Autres informations

A. Information sectorielle

Les sociétés du Groupe exercent une activité hôtelière.

B. Autres informations diverses

1. Évènements postérieurs à la clôture

Aucun évènement postérieur à la clôture n'est à signaler

2. Crise sanitaire COVID-19

Les effets de la crise sanitaire sont considérés comme non significatifs sur l'exercice 2022 qui a vu le groupe retrouver un niveau d'activité pré-crise.

3. Tableaux des flux de trésorerie

Il est présenté en conformité avec le règlement 2020-01 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté du 29 décembre 2020.

La trésorerie du groupe, dont la variation est analysée dans les tableaux de flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalent de trésorerie ;
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

4. Information sur les avantages des organes d'administration et des dirigeants

Cette information reviendrait à communiquer une rémunération individuelle et à ce titre, elle ne peut être fournie en annexe.

5. Honoraires Commissaires aux Comptes

Les honoraires relatifs au contrôle légal des comptes annuels et consolidés de la société HOTELIM représentent une charge de 73.000 € pour l'exercice 2022.